

Mention Droit international et européen

Droit des activités aérospatiales et des télécommunications

Code diplôme : 1351280U

RNCP 38168

CFA UNION
8 boulevard Dubreuil
91400 ORSAY
contact@cfa-union.org / www.cfa-union.org

Mobilité internationale du CFA UNION

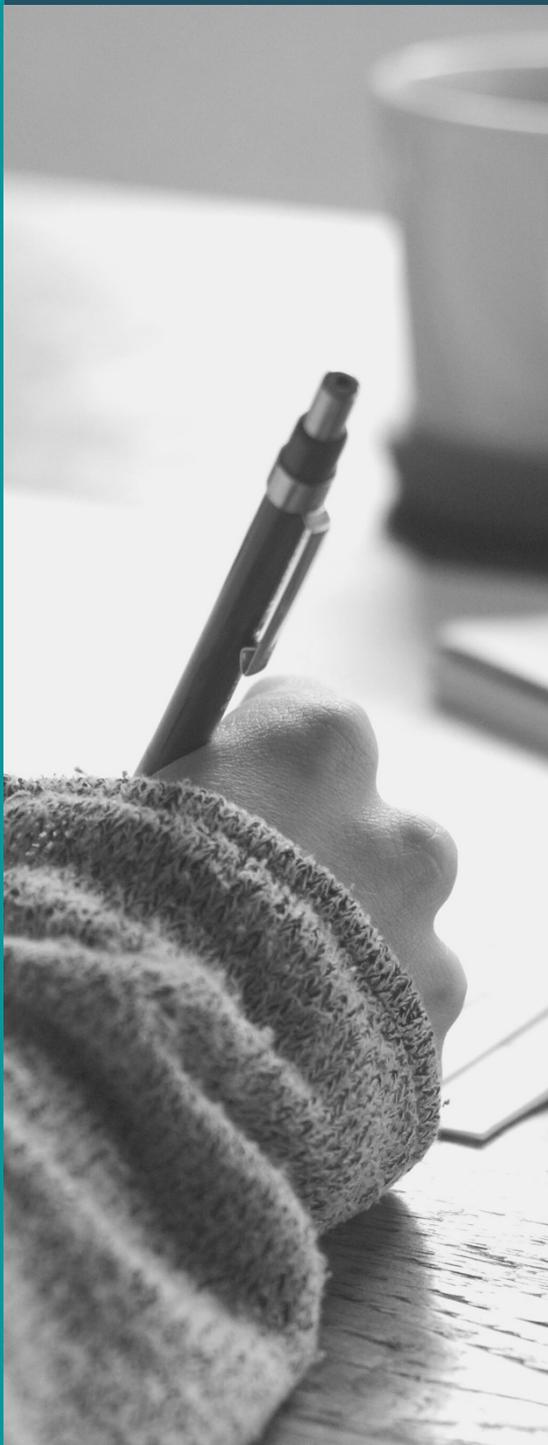


Cofinancé par le
programme Erasmus+
de l'Union européenne

SOMMAIRE

Vos contacts	P.2
Les dates clefs de la formation	P.3
Présentation du diplôme :	
- Objectifs de la formation	P.4
- Compétences acquises	P.5
- Modalités d'organisation	P.6
- Modalités d'évaluation du diplôme	P.8
- Durée de la formation	P.8
- Les blocs de compétences	P.8
- Les taux de réussite et de rupture	P.8
Le programme	P.9
Le calendrier d'alternance	P.10
Les moyens humains	P.11
Fiche RNCP	P.12/22

VOS CONTACTS



• Contacts Pédagogiques

Responsables de la formation :

Philippe ACHILLEAS

Tél : 06.22.22.63.45 / philippe.achilleas@idest-paris.org

Secrétariat pédagogique :

Département FC/VAE/Alternance/EAD.

Université Paris Saclay-Faculté DEG

formations-alternance.jean-monnet@universite-paris-saclay.fr

Lieu de la formation : Institut pour l'entrepreneuriat et l'innovation (IEI) Université Paris Saclay-Fontenay aux Roses

• Contacts CFA

Conseiller formation :

Nancy LECOCCQ

Tél : 06.32.12.43.41 / nancy.lecocq@cfa-union.org

Service financier :

Hanane AABOU

Tél : 06.07.59.68.87 / hanane.aabou@cfa-union.org

Référent handicap :

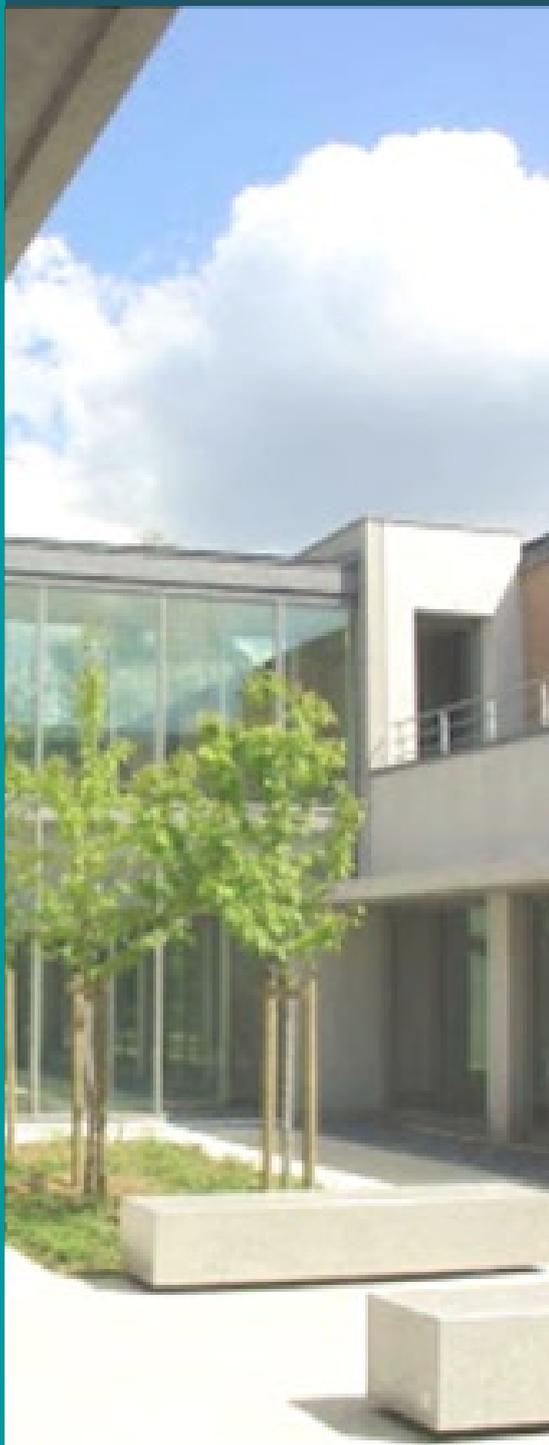
Anna Toth

Tél : 06.07.80.85.37 / anna.toth@cfa-union.org

Adresse postale : CFA UNION

8 boulevard Dubreuil – 91400 ORSAY

DATES CLEFS DE LA FORMATION



- **Recrutement**

La formation est ouverte aux titulaires d'un Master 1 « Droit International et Européen, parcours Affaires Internationales et Européennes » ou des étudiants étrangers, des étudiants en double cursus qui souhaitent se spécialiser dans l'un des domaines du master, voir des élèves ingénieurs dans le cadre d'un partenariat avec l'ISAE-Supaéro.

- Date de la formation : 11/09/2023 au 13/09/2024
- Réunion d'information destinée aux stagiaires : NC
- Date de la rentrée universitaire : 11/09/2023

Présentation du diplôme

➤ Conditions d'admission :

Vivier de candidats

- 50% des étudiants sont recrutés dans le cadre d'un parcours M1+M2. Le M1 droit international et européen, parcours affaires internationales et européennes qui conduit au M2 DAST contient plusieurs enseignements spécifiques et pratiques destinés à accompagner les étudiants vers l'alternance (propriété intellectuelle, droit international et européen du numérique, droit de l'espace, de l'aéronautique et de la défense, droit des transports internationaux, droit de la donnée, grands enjeux technologiques internationaux). En plus de cours de pré-spécialisation, ils suivent un enseignement avec des élèves ingénieurs en partenariat avec CentraleSupélec et un cycle de conférence chez des entreprises qui recrutent des alternants. En outre, les étudiants de M1 sont associés à toutes les activités de networking et de découverte organisées pour et par les étudiants du M2 DAST.
- 50% des candidats sont recrutés directement au niveau du M2. Il s'agit ici d'ouvrir la formation à des étudiants étrangers, à des étudiants en double cursus, voire à des élèves ingénieurs dans le cadre d'un partenariat avec l'ISAE-Supaéro.

Bassin de recrutement

- Pour le parcours M1+M2, les étudiants sont recrutés parmi les étudiants de Licence l'Université Paris-Saclay, notamment le parcours d'excellence Droit, Science et innovation. Afin de renforcer la diversité des étudiants, une partie des étudiants est composée d'étudiants issus d'autres universités, notamment des universités de province.
- Pour l'entrée en M2, le master est ouvert à tous les candidats français et étrangers qui souhaitent se spécialiser dans l'un des domaines du master.

Procédure de recrutement

Les deux voies d'accès sont soumises à la même procédure de recrutement qui a fait le succès du M2 DAST depuis sa création.

- Présélection sur dossier : le dossier doit attester de la qualité universitaire de l'étudiant ainsi que de sa capacité à intégrer le marché du travail (stages, emplois, activités associatives, langues, connaissance des secteurs d'emploi).
- Entretien avec un jury d'universitaire et de professionnels représentant les futurs employeurs du master : l'entretien doit permettre de juger de la motivation et du projet professionnel du candidat.

➤ Objectifs de la formation :

Pour le M2.

Premier diplôme au monde associant l'étude du droit de l'espace et des télécommunications, cette formation a été créée en 2011 avec le soutien des milieux professionnels pour satisfaire des secteurs en pleine expansion demandeurs de diplômés hautement qualifiés.

Le contenu du master a ensuite évolué pour englober le secteur de l'aéronautique et l'ensemble des réseaux et des services de communication numérique. Le périmètre du master s'étend aujourd'hui aux activités stratégiques et technologiques liées à l'aéronautique, à l'espace et au numérique. Le master est conçu en partenariat avec les grandes entreprises et institutions de ces trois secteurs. Chaque année le contenu des enseignements est repensé en fonction des besoins du marché du travail. L'objectif est de garantir une insertion professionnelle assurée à la sortie du M2. Le M2 a également pour objectif de former à la recherche dans les domaines du master. A cette fin, les enseignements combinent une approche théorique et pratique.

Les cours fondamentaux sur le droit de l'espace, de l'aéronautique, et du numérique sont complétés par des modules d'application en management des contrats, en conformité, en sécurité, et en politique.

La formation présente également une dimension interdisciplinaire pour offrir aux élèves juristes une capacité de communiquer avec toutes les composantes de l'entreprise ou de l'institution d'accueil. Ainsi, la formation propose des cours techniques et scientifiques, une semaine de cours délocalisée sur le campus de l'Isae-Supaéro (Toulouse), des ateliers communs avec des élèves ingénieurs et scientifiques. Le M2 est également ouvert aux élèves ingénieurs, ce qui renforce le dialogue interdisciplinaire avec les diplômés.

La formation présente par ailleurs une solide ouverture internationale grâce à ses enseignements combinant une approche nationale et transnationale des problématiques, ses cours dispensés en français et en anglais, son équipe pédagogique multiculturelle (9 nationalités), ses promotions composées pour moitié d'étudiants étrangers (68 nationalités diplômées), et sa participation à de grands événements internationaux.

➤ **Les compétences attestées :**

- Travailler et évoluer dans un environnement de travail international
- Traiter et préparer des documents juridiques en anglais
- Gérer des documents précontentieux et contentieux
- Déterminer le droit applicable dans une situation de conflit
- Analyser les enjeux juridiques européens et internationaux d'une situation factuelle
- Identifier les questions juridiques dans un litige et identifier/construire les stratégies contentieuses d'argumentation
- Négocier un contrat international, un traité international, des instruments de soft law...
- Maîtriser les méthodologies du droit international, en vue d'adapter les approches en fonction du contexte factuel
- Maîtriser et savoir analyser la jurisprudence internationale
- Identifier les usages numériques et les impacts de leur évolution sur le ou les domaines concernés par la mention
- Se servir de façon autonome des outils numériques avancés pour un ou plusieurs métiers ou secteurs de recherche du domaine
- Mobiliser des savoirs hautement spécialisés, dont certains sont à l'avant-garde du savoir dans un domaine de travail ou d'études, comme base d'une pensée originale
- Développer une conscience critique des savoirs dans un domaine et/ou à l'interface de plusieurs domaines
- Résoudre des problèmes pour développer de nouveaux savoirs et de nouvelles procédures et intégrer les savoirs de différents domaines
- Apporter des contributions novatrices dans le cadre d'échanges de haut niveau, et dans des contextes internationaux
- Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes en respect des évolutions de la réglementation
- Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation
- Communiquer à des fins de formation ou de transfert de connaissances, par oral et par écrit, en français et dans au moins une langue étrangère
- Gérer des contextes professionnels ou d'études complexes, imprévisibles et qui nécessitent des approches stratégiques nouvelles
- Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnelles et/ou pour réviser la performance stratégique d'une équipe
- Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif
- Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique dans le cadre d'une démarche qualité
- Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité environnementale

Dans certains établissements, d'autres compétences spécifiques peuvent permettre de décliner, préciser ou compléter celles proposées dans le cadre de la mention au niveau national. Pour en savoir plus se reporter au site de l'établissement.

➤ Modalités d'organisation de la formation

Semestre 1

Enseignements	Lieux	Choix	ECTS	CM en h	Évaluations	Seuil de compensation
Semestre 1			30			
Appréhender les fondamentaux du droit des technologies stratégiques			16			
Droit des activités spatiales	Fontenay		4	32	ET	7/20
Droit des activités aéronautiques	Fontenay		4	20	ET	7/20
Droit des réseaux numériques	Fontenay		4	33	ET	7/20
Principes de droit de la concurrence	Fontenay		2	13	ECl	7/20
Principes de propriété industrielle	Fontenay		2	11	ET	7/20
Comprendre l'environnement scientifique et technique			4			
Gestion des fréquences	Fontenay		1	10	ECl	7/20
Réseaux télécoms	Fontenay		1	10	ECl	7/20
Techniques aérospatiales	Toulouse		1	10	ECl	7/20
Techniques aéronautiques	Fontenay		1	10	ECl	7/20
Gérer la conformité et la sécurité			6			
Protection des données personnelles	Fontenay		1	10	ECl	7/20
Sécurité des systèmes d'information	Fontenay /Paris		1	10	ECl	7/20
Cyberdéfense	Fontenay		1	10	ECl	7/20
Transfert international de biens sensibles (Export control)	Fontenay		3	20	ECl	7/20
Définir un cadre politique et stratégique			4			
Droit du renseignement	Fontenay		2	20	ECl	7/20
Space Markets	Paris		1	10	ECl	7/20
Organisations internationales techniques spécialisées (espace, aéronautique, numérique)	Paris		1	10	ECl	7/20

Semestre 2 (au cours du second semestre les apprentis auront le choix entre deux blocs de spécialisation)

Enseignements	Lieux	Choix	ECTS	CM en h	Évaluations	Seuil de compensation
Semestre 2			30			
Maitriser la pratique contractuelle						
Contrats et communications électroniques	Paris		1	12	ECl	7/20
Marchés publics, marchés de défense	Fontenay		1	10	ECl	7/20
Contrats informatiques	Fontenay		1	10	ECl	7/20
Contrats spatiaux	Fontenay		1	8	ECl	7/20
Management contractuel	Fontenay /Paris		1	9	ECl	7/20
Contrats aéronautiques	Fontenay		1	10	ECl	7/20
Secteur de professionnalisation 1 bloc au choix :						
Télécommunications et Numérique			6			
Régulation ex ante du marché des communications électroniques	Fontenay		1	10	ECl	7/20
Analyse des marchés et régulation concurrentielle dans les télécommunications	Paris		1	10	ECl	7/20
Droit algorithmique	Paris		1	10	ECl	7/20
Droit européen des médias et des plateformes numériques	Fontenay		1	10	ECl	7/20
Droit du cloud et du big data	Paris		1	10	ECl	7/20
Aménagement numérique des territoires	Fontenay		1	10	ECl	7/20
Air et espace			6			
Droit du transport aérien	Fontenay		1	10	ECl	7/20
Droit national spatial comparé	Paris		1	10	ECl	7/20
Espace et sécurité	Fontenay		1	10	ECl	7/20
Management des risques aéronautiques et spatiaux	Fontenay		1	10	ECl	7/20
Bureau d'étude : gestion d'un projet spatial	Meudon/Paris		1	10	ECl	7/20
Programmes spatiaux habités	Fontenay /Paris		1	10	ECl	7/20
Mettre en pratique ses compétences			18			
Voyages d'étude et ateliers professionnels			2	50	ECl	7/20
Activité en milieu professionnel			11		RAPPORT/ SOUTENANCE	10/20 Non compensant
Rapport sur projet d'étude	<input type="checkbox"/>		5		RAPPORT	10/20 Non compensant
Mémoire de recherche	<input type="checkbox"/>		5		MEMOIRE	10/20 Non compensant
Total annuel			60			

ECl : Evaluation continue intégrale (session unique) / ET : Evaluation terminale

Attention ! Chaque semestre doit être validé (moyenne supérieure ou égale à 10/20 et résultat « admis »), sans compensation entre les 2 semestres.

➤ **Modalités d'évaluation du diplôme**

Une palette de modalités de contrôle des connaissances pour une meilleure adaptation à la philosophie de la formation. Elle permet également de valoriser les activités en entreprise.

- Les enseignements fondamentaux font l'objet d'un contrôle de connaissances sous la forme d'un examen écrit en classe.
- Les séminaires des blocs de spécialisation donnent lieu à divers types d'examen destinés à valider les compétences et à préparer la vie en entreprise : montage et présentation de projet, simulation de négociation, préparation et défense de dossiers, ateliers techniques, notes de synthèse, exercice sur table

Pour soutenir le caractère interculturel de la formation, certains examens doivent être passés en anglais.

Pour soutenir le caractère interdisciplinaire, deux exercices notés reposent des travaux d'équipes mixtes (juristes/ingénieurs) : un bureau d'étude autour d'une mission d'exploration ou d'exploitation de l'espace ; un procès simulé sur un thème du droit de l'espace combinant des questions juridiques et techniques.

➤ **Durée de la formation**

408 h

➤ **Blocs de compétences :**

https://site.cfa-union.org/mediatheque/fiche_cal2/MAS2_DAST.pdf

➤ **Informations diverses :**

Taux de réussite : 100%

Taux de rupture : 5%

Dispensé en présentiel sous contrôle continu

Programme simplifié de la formation

Maîtriser la pratique contractuelle	
Contrats aéronautiques	10
Contrats et communications électroniques	12
Contrats informatiques	10
Contrats spatiaux	8
Management contractuel	9
Marchés publics, marchés de défense	10
Bloc de spécialisation	
Aménagement numérique des territoires	10
Analyse des marchés et régulation concurrentielle dans les télécommunications	10
Bureau d'étude : gestion d'un projet spatial	10
Droit algorithmique	10
Droit du Cloud et du Big Data	9
Droit du transport aérien	10
Droit européen de l'audiovisuel et des plateformes numériques	10
Droit national spatial comparé	10
Espace et sécurité	10
Management des risques aéronautiques et spatiaux	10
Programmes spatiaux habités	10
Régulation ex ante du marché des communications électroniques	10
Mettre en pratique ses compétences	50
TOTAL	408 h

Calendrier de la formation rentrée 2023-2024

Année universitaire 2023/2024

M2 DAST

	Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		
	Matin	Après-midi	Matin	Après-midi	Matin	Après-midi	Matin	Après-midi	Matin	Après-midi	Matin	Après-midi	Matin	Après-midi	Matin	Après-midi	Matin	Après-midi	Matin	Après-midi	Matin	Après-midi	Matin	Après-midi	Matin	Après-midi	
1					Férial				Férial						Férial		Férial										
2																											
3																											
4																											
5																											
6																											
7																											
8																											
9																											
10																											
11	Rentrée				Férial																						
12																											
13																											
14																											
15																											
16																											
17																											
18																											
19																											
20																											
21																											
22																											
23																											
24																											
25																											
26																											
27																											
28																											
29																											
30																											
31																											

Début
11/09/23
fin 13/09/24

Université
 Entreprise
 Week-end / Férial
 Jours inexistant

La semaine en partenariat avec Supaero est indiquée à titre prévisionnel et est susceptible d'être planifiée sur une autre semaine proche.

Les moyens

- L'équipe pédagogique

A la demande

RNCP36113 - MASTER - Droit international et droit européen (fiche nationale)

Active

Nomenclature du niveau de qualification : Niveau 7

Code(s) NSF :

- 120 : Spécialités pluridisciplinaires, sciences humaines et droit
- 128 : Droit, sciences politiques
- 345 : Application des droits et statuts des personnes

Formacode(s) :

- 13267 : droit international
- 13287 : droit communautaire

Date d'échéance de l'enregistrement : 31-12-2026

Nom légal	SIRET	Nom commercial	Site internet
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE	11004401300040	-	-
UNIVERSITE DE LILLE	13002975400012	-	-
UNIVERSITE AMIENS PICARDIE JULES VERNE	19801344300017	-	-
UNIVERSITE COTE D'AZUR	13002566100013	-	-
UNIVERSITE LE HAVRE NORMANDIE	19762762300097	-	-
UNIVERSITE PARIS NANTERRE	19921204400010	-	-
UNIVERSITE DE CAEN NORMANDIE	19141408500016	-	-
UNIVERSITE D'AIX MARSEILLE	13001533200013	-	-
UNIVERSITE PARIS-SACLAY	13002602400054	-	https://www.universite-paris-saclay.fr/
UNIVERSITE DE POITIERS	19860856400375	-	-
UNIVERSITE TOULOUSE CAPITOLE	13003061200019	-	-

Objectifs et contexte de la certification :

Le master est un diplôme national de l'enseignement supérieur conférant à son titulaire le grade universitaire de master. Il confère les mêmes droits à tous ses titulaires, quel que soit l'établissement qui l'a délivré.

Le master atteste l'acquisition d'un socle de connaissances et de compétences majoritairement adossées à la recherche dans un champ disciplinaire ou pluridisciplinaire. Le master prépare à la poursuite d'études en doctorat comme à l'insertion professionnelle immédiate après son obtention et est organisé pour favoriser la formation tout au long de la vie.

Les parcours de formation en master tiennent compte de la diversité et des spécificités des publics accueillis en formation initiale et en formation continue.

Activités visées :

- Rédaction de dossiers techniques, notes de synthèse et d'analyses juridiques
- Articulation des normes des différents ordres juridiques
- Analyse et application d'instruments normatifs internationaux et européens (traités, contrats, résolutions...) et de textes législatifs interprétant et appliquant le droit international et européen
- Étude critique des arrêts rendus par les juridictions internationales et européennes (Cour de Justice de l'Union Européenne et Cour Européenne des Droits de l'Homme en particulier)
- Construction d'argumentations cohérentes concernant toute question de droit
- Gestion des contentieux dans des litiges à dimension internationale ou européenne (interétatiques, privés ou mixtes)
- Assistance juridique et conseil
- Recherche sur des problématiques de droit international et droit européen
- Participation dans la négociation et l'établissement d'instruments normatifs internationaux et européens
- Veille juridique dans les domaines du droit international et droit européen (évolution de la réglementation et de la jurisprudence)

Compétences attestées :

Compétences transversales

- Identifier les usages numériques et les impacts de leur évolution sur le ou les domaines concernés par la mention
- Se servir de façon autonome des outils numériques avancés pour un ou plusieurs métiers ou secteurs de recherche du domaine
- Mobiliser des savoirs hautement spécialisés, dont certains sont à l'avant-garde du savoir dans un domaine de travail ou d'études, comme base d'une pensée originale
- Développer une conscience critique des savoirs dans un domaine et/ou à l'interface de plusieurs domaines
- Résoudre des problèmes pour développer de nouveaux savoirs et de nouvelles procédures et intégrer les savoirs de différents domaines
- Apporter des contributions novatrices dans le cadre d'échanges de haut niveau, et dans des contextes internationaux
- Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes en respect des évolutions de la réglementation
- Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation
- Communiquer à des fins de formation ou de transfert de connaissances, par oral et par écrit, en français et dans au moins une langue étrangère
- Gérer des contextes professionnels ou d'études complexes, imprévisibles et qui nécessitent des approches stratégiques nouvelles
- Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnelles et/ou pour réviser la performance stratégique d'une équipe
- Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif
- Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique dans le cadre d'une démarche qualité
- Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité environnementale

Compétences spécifiques

- Analyser les enjeux juridiques internationaux et européens d'une situation factuelle afin d'opérer la bonne qualification juridique et déterminer le droit applicable.
- Construire les stratégies contentieuses d'argumentation en identifiant les questions juridiques dans un litige afin d'en analyser la teneur et d'y répondre.
- Gérer des documents précontentieux et contentieux afin d'identifier et collecter les éléments de preuve.
- Traiter et préparer des documents juridiques pour en permettre l'analyse.
- Négocier des instruments juridiques internationaux et européens.
- Appliquer les méthodologies du droit international et droit européen à un contexte factuel pour appréhender la situation juridique pertinente.
- Concevoir, à destination des particuliers, entreprises ou pouvoirs publics, des documents de compréhension et d'aide à la décision sur toutes les problématiques liées au droit international et/ou au droit européen afin d'éclairer leurs actions.
- Analyser les règles de fonctionnement des institutions internationales et européennes (en particulier l'Union européenne et le Conseil de l'Europe) afin d'en maîtriser la portée et le contenu pertinents dans le contexte.
- Participer à la définition de politiques, de législations et de réglementations nationales en conformité avec le droit international ou le droit européen afin de garantir leur bonne mise en œuvre.
- Traiter les informations émanant de sources internationales ou européennes afin de les intégrer aux données provenant d'autres sources.
- Réaliser une veille juridique complète afin d'identifier les différentes sources d'information internationales et européennes.
- Produire une analyse juridique et stratégique afin de répondre à des problématiques liées au droit international ou au droit européen.
- Analyser la jurisprudence internationale et européenne afin d'en maîtriser la portée et le contenu pertinents dans le contexte.
- Concevoir et mettre en œuvre des procédures garantissant le respect, par une structure publique ou privée, des normes du droit international et du droit de l'Union européenne.
- Traiter les aspects juridiques de dossiers internationaux ou transnationaux pour en permettre l'analyse.
- Maîtriser les règles juridiques permettant de gérer des projets et programmes internationaux et européens.
- Conseiller dans des situations de litige impliquant la mise en œuvre du droit international ou du droit européen afin de défendre les intérêts de l'entité.

Dans certains établissements, d'autres compétences spécifiques peuvent permettre de décliner, préciser ou compléter celles proposées dans le cadre de la mention au niveau national. Pour en savoir plus se reporter au site de l'établissement.

Modalités d'évaluation :

Les modalités du contrôle permettent de vérifier l'acquisition de l'ensemble des aptitudes, connaissances, compétences et blocs de compétences constitutifs du diplôme. Ces éléments sont appréciés soit par un contrôle continu et régulier, soit par un examen terminal, soit par ces deux modes de contrôle combinés.

Concernant l'évaluation des blocs de compétences, chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction du chemin d'accès à la certification : formation initiale, VAE, formation continue.

Chaque ensemble d'enseignements a une valeur définie en crédits européens (ECTS). Pour l'obtention du grade de master, une référence commune est fixée correspondant à l'acquisition de 120 ECTS au-delà du grade de licence.

blocs de compétences

RNCP36113BC01 - Mettre en œuvre les usages avancés et spécialisés des outils numériques

Liste de compétences	Modalités d'évaluation
<ul style="list-style-type: none">- Identifier les usages numériques et les impacts de leur évolution sur le ou les domaines concernés par la mention- Se servir de façon autonome des outils numériques avancés pour un ou plusieurs métiers ou secteurs de recherche du domaine	Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction du chemin d'accès à la certification : formation initiale, VAE, formation continue.

RNCP36113BC02 - Mobiliser et produire des savoirs hautement spécialisés

Liste de compétences	Modalités d'évaluation
<ul style="list-style-type: none">- Mobiliser des savoirs hautement spécialisés, dont certains sont à l'avant-garde du savoir dans un domaine de travail ou d'études, comme base d'une pensée originale- Développer une conscience critique des savoirs dans un domaine et/ou à l'interface de plusieurs domaines- Résoudre des problèmes pour développer de nouveaux savoirs et de nouvelles procédures et intégrer les savoirs de différents domaines- Apporter des contributions novatrices dans le cadre d'échanges de haut niveau, et dans des contextes internationaux- Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes en respect des évolutions de la réglementation	Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction du chemin d'accès à la certification : formation initiale, VAE, formation continue.

RNCP36113BC03 - Mettre en œuvre une communication spécialisée pour le transfert de connaissances

Liste de compétences	Modalités d'évaluation
<ul style="list-style-type: none">- Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation- Communiquer à des fins de formation ou de transfert de connaissances, par oral et par écrit, en français et dans au moins une langue étrangère	Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction du chemin d'accès à la certification : formation initiale, VAE, formation continue.

RNCP36113BC04 - Contribuer à la transformation en contexte professionnel

Liste de compétences	Modalités d'évaluation
<ul style="list-style-type: none">- Gérer des contextes professionnels ou d'études complexes, imprévisibles et qui nécessitent des approches stratégiques nouvelles- Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnelles et/ou pour réviser la performance stratégique d'une équipe- Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif- Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique dans le cadre d'une démarche qualité- Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité environnementale	<p>Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction du chemin d'accès à la certification : formation initiale, VAE, formation continue.</p>

RNCP36113BC05 - Analyser, assister, et conseiller sur des problématiques de droit international et de droit européen

Liste de compétences	Modalités d'évaluation
<ul style="list-style-type: none">- Analyser les enjeux juridiques internationaux et européens d'une situation factuelle afin d'opérer la bonne qualification juridique et déterminer le droit applicable- Construire les stratégies contentieuses d'argumentation en identifiant les questions juridiques dans un litige afin d'en analyser la teneur et d'y répondre- Appliquer les méthodologies du droit international et droit européen à un contexte factuel pour appréhender la situation juridique pertinente- Concevoir, à destination des particuliers, entreprises ou pouvoirs publics, des documents de compréhension et d'aide à la décision sur toutes les problématiques liées au droit international ou droit européen afin d'éclairer leurs actions- Participer à la définition de politiques, de législations et de réglementations nationales en conformité avec le droit international ou le droit européen afin de garantir leur bonne mise en œuvre- Traiter les informations émanant de sources internationales ou européennes afin de les intégrer aux données provenant d'autres sources- Produire une analyse juridique et stratégique permettant de répondre à des problématiques liées au droit international ou au droit européen- Analyser la jurisprudence internationale et européenne afin d'en maîtriser la portée et le contenu pertinents dans le contexte- Traiter les aspects juridiques de dossiers internationaux ou transnationaux pour en permettre l'analyse- Conseiller dans des situations de litige impliquant la mise en œuvre du droit international ou du droit européen	<p>Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction du chemin d'accès à la certification : formation initiale, VAE, formation continue.</p>

RNCP36113BC06 - Réaliser une veille juridique dans un environnement européen et international

Liste de compétences	Modalités d'évaluation
<ul style="list-style-type: none">- Identifier les différentes sources d'information internationales et européennes afin de réaliser une veille juridique complète- Suivre le fonctionnement des institutions internationales et européennes pour en maîtriser les enjeux- Utiliser de manière appropriée le vocabulaire technique lié aux organisations internationales et européennes- Prendre en compte la diversité des cultures juridiques pour une veille juridique complète- Procéder à l'articulation des normes de divers ordres juridiques	<p>Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction du chemin d'accès à la certification : formation initiale, VAE, formation continue.</p>

RNCP36113BC07 - Gérer la protection des intérêts juridiques d'une entité

Liste de compétences	Modalités d'évaluation
<ul style="list-style-type: none">- Identifier les problématiques juridiques des différentes stratégies de l'entité afin de protéger ses intérêts- Proposer des stratégies juridiques pour l'entité- Travailler en équipe pour gérer un projet juridique- Comprendre l'environnement juridique dans lequel évolue l'entité pour en tenir compte- Procéder à une veille juridique générale et sectorielle- Identifier les compétences et attributions des différents services internes et externes à l'entité- Identifier des outils de prévention et gestion des risques juridiques de l'organisation pour les mettre en œuvre- Prendre part au pilotage de l'entité afin de protéger ses intérêts	<p>Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction du chemin d'accès à la certification : formation initiale, VAE, formation continue.</p>

RNCP36113BC08 - Fournir un appui juridique à la prise de décision

Liste de compétences	Modalités d'évaluation
<ul style="list-style-type: none">- Identifier et analyser les objectifs, besoins et contraintes ainsi que l'environnement d'une entité afin d'orienter la prise de décision- Présenter les différentes options juridiques susceptibles de répondre aux objectifs et besoins- Exposer les opportunités et risques des différentes options de façon à permettre la prise de décision (bilan coût/avantage des options)	Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction du chemin d'accès à la certification : formation initiale, VAE, formation continue.

RNCP36113BC09 - Négocier et rédiger des actes juridiques

Liste de compétences	Modalités d'évaluation
<ul style="list-style-type: none">- Identifier le régime juridique interne, international et européen des différents actes aux fins de leur élaboration- Identifier les points de convergence et de divergence entre les parties- Définir une stratégie de négociation permettant de défendre les intérêts de l'entité- Organiser et mener les négociations pour défendre les intérêts de l'entité- Rédiger des actes juridiques nécessaires	Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction du chemin d'accès à la certification : formation initiale, VAE, formation continue.

RNCP36113BC10 - Gérer un contentieux

Liste de compétences	Modalités d'évaluation
<ul style="list-style-type: none">- Sélectionner le forum et le mode de règlement le plus adapté (transaction, médiation, conciliation, arbitrage, juridictions étatiques, juridictions européennes et internationales) pour régler le litige- Identifier les points litigieux en évaluant les risques pour conduire le processus de gestion du différend- Élaborer une stratégie contentieuse permettant de défendre les intérêts de l'entité- Identifier et collecter les éléments de preuve afin de soutenir la stratégie contentieuse- Rédiger les mémoires et plaider devant les instances nationales, européennes et internationales pour le règlement des différends	Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction du chemin d'accès à la certification : formation initiale, VAE, formation continue.

Description des modalités d'acquisition de la certification par capitalisation des blocs de compétences et/ou par équivalence :

Les modalités d'acquisition de la certification par capitalisation des blocs de compétences et/ou par équivalence sont définies par chaque certificateur accrédité qui met en œuvre les dispositifs qu'il juge adaptés. Ces modalités peuvent être modulées en fonction du chemin d'accès à la certification : formation initiale, VAE, formation continue.

secteur d'activité et type d'emploi

Secteurs d'activités :

- O : Administration publique
- U99 : Activités des organisations et organismes extraterritoriaux
- M69 : Activités juridiques et comptables
- M69.1 : Activités juridiques
- S94 : Autres activités de service

Type d'emplois accessibles :

- Juriste en droit international et/ou européen
- Juriste d'entreprise
- Juriste au sein d'une association, d'une ONG
- Chargé(e) de mission de la collaboration internationale
- Chargé(e) de mission aux relations internationales et/ou européennes
- Chargé(e) de mission programmes européens
- Chargé(e) des affaires européennes
- Chargé(e) de projet et de développement territorial
- Juriste chargé(e) du droit des interventions économiques des collectivités territoriales
- Chercheur(se) en droit international et/ou européen

En cas de réussite aux concours concernés :

- Avocat(e) – Conseil en droit international et/ou européen
- Fonctionnaire international et/ou européen

Après plusieurs années d'expérience :

- Expert(e) auprès d'administrations nationales ou internationales traitant des questions juridiques internationales et/ou européennes

Code(s) ROME :

- K1404 - Mise en oeuvre et pilotage de la politique des pouvoirs publics
- K1903 - Défense et conseil juridique
- K1401 - Conception et pilotage de la politique des pouvoirs publics
- M1402 - Conseil en organisation et management d'entreprise
- K1405 - Représentation de l'Etat sur le territoire national ou international

Références juridiques des réglementations d'activité :

Néant

Voies d'accès

Le cas échéant, prérequis à la validation des compétences :

Le cas échéant, prérequis à la validation de la certification :

Pré-requis distincts pour les blocs de compétences :

Non

Validité des composantes acquises :

Voie d'accès à la certification	Oui	Non	Composition des jurys
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X		Leur composition comprend : - une moitié d'enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participant à la formation - des professionnels qualifiés ayant contribué aux enseignements - des professionnels qualifiés n'ayant pas contribué aux enseignements
En contrat d'apprentissage	X		Leur composition comprend : - une moitié d'enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participant à la formation - des professionnels qualifiés ayant contribué aux enseignements - des professionnels qualifiés n'ayant pas contribué aux enseignements
Après un parcours de formation continue	X		Leur composition comprend : - une moitié d'enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participant à la formation - des professionnels qualifiés ayant contribué aux enseignements - des professionnels qualifiés n'ayant pas contribué aux enseignements
En contrat de professionnalisation	X		Leur composition comprend : - une moitié d'enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participant à la formation - des professionnels qualifiés ayant contribué aux enseignements - des professionnels qualifiés n'ayant pas contribué aux enseignements
Par candidature individuelle		X	-
Par expérience	X		Composition définie par le Code de l'éducation : article L613-4 modifié par la loi n°2016-1088 du 8 août 2016 - art. 78

	Oui	Non
Inscrite au cadre de la Nouvelle Calédonie		X
Inscrite au cadre de la Polynésie française		X

[Liens avec d'autres certifications professionnelles, certifications ou habilitations](#)

Aucune correspondance

Base légale

Référence au(x) texte(s) réglementaire(s) instaurant la certification :

Date du JO / BO	Référence au JO / BO
-	Code de l'éducation et notamment les articles L611-1 à L612-1-1, L612-5 à L612-6-1, D612-33 à D612-36-4, L613-1, D613-1, D613-6 et D613-7 Arrêté du 22 janvier 2014 fixant les modalités d'accréditation des établissements d'enseignement supérieur Arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master modifié Arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme national de master modifié Arrêté du 4 février 2014 fixant la nomenclature des mentions du diplôme national de master modifié

Référence des arrêtés et décisions publiés au Journal Officiel ou au Bulletin Officiel (enregistrement au RNCP, création diplôme, accréditation...) :

Date du JO / BO	Référence au JO / BO
-	UNIVERSITÉ DU HAVRE, arrêté du : 09/05/2017
-	UNIVERSITÉ DE CAEN NORMANDIE, arrêté du : 7/02/2017
-	UNIVERSITÉ DE PICARDIE JULES VERNE - AMIENS, arrêté du : 19/07/2018
-	UNIVERSITÉ D'AIX-MARSEILLE, arrêté du : 12/07/2021
-	UNIVERSITÉ PARIS NANTERRE - PARIS 10, arrêté du : 08/07/2021
-	UNIVERSITÉ DE LILLE, arrêté du : 20/07/2020
-	UNIVERSITÉ PARIS-SACLAY, arrêté du : 12/07/2021
-	UNIVERSITÉ CÔTE D'AZUR, arrêté du : 23/05/2018
-	UNIVERSITÉ TOULOUSE 1 CAPITOLE, arrêté du : 15/07/2021
-	UNIVERSITÉ DE POITIERS, arrêté du : 06/09/2018

Date de publication de la fiche	19-01-2022
Date de début des parcours certifiants	01-01-2022
Date d'échéance de l'enregistrement	31-12-2026

[Pour plus d'informations](#)

Statistiques :

Lien internet vers le descriptif de la certification : [Liste complète des organismes préparant à la certification](#)

Référentiel d'activité, de compétences et d'évaluation :

[Référentiel d'activité, de compétences et d'évaluation](#)